



Voix Ouvrière

ORGANE DE L'UNION COMMUNISTE (4^e INTERNATIONALE)

Hebdomadaire : Numéro Spécial

N° 30 - NOUVELLE SERIE - 5^e ANNEE - 4 JUIN 1968 PRIX MINIMUM : 0,50 F

**POUR L'UNITÉ
D'ACTION
DU MOUVEMENT
REVOLUTIONNAIRE**

Voir page 4

NE BRADONS PAS LA GREVE pour un bulletin de vote

AVEC un bel ensemble le Parti Communiste Français et la Fédération se sont donc jetés sur la carotte que leur tendait de Gaulle dans son allocution de jeudi dernier. Ils ont relevé le « défi électoral ». La C.G.T. a déjà déclaré qu'elle ne ferait rien pour s'opposer au déroulement des élections, ce qui signifie, en clair, qu'elle fera tout ce qui sera en son pouvoir — sans toutefois vouloir prendre le risque de se laisser déborder — pour que la grève cesse le plus rapidement possible.

Et les militants du P.C.F. commencent un peu partout à expliquer que même si toutes les revendications ne sont pas satisfaites maintenant, ce ne sera pas bien grave, car les élections amèneront une Chambre de gauche, et qu'alors tout sera plus facile à obtenir.

Mais se fier à un tel raisonnement, c'est pour le moins abandonner la proie pour l'ombre. Car il n'est absolument pas certain que de Gaulle soit battu aux élections.

« De Gaulle n'est pas seul » crient les manifestants de jeudi dernier, sur les Champs-Élysées. Et leur nombre affirmait que cela était vrai. Du moins si le problème se posait sur le plan électoral.

Car si les révolutionnaires contestent la démocratie bourgeoise, ce n'est pas seulement parce que la règle du jeu en est généralement truquée (par exemple par la loi électorale, par le découpage des circonscriptions, comme c'est le cas actuellement), mais c'est aussi parce qu'ils refusent de peser sur la même balance exploités et exploités.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Il n'est pas étonnant que de Gaulle ait trouvé des suppor-

ters. Tout ce que ce pays compte de parasites et d'inutiles a senti le danger et s'est serré autour de son protecteur naturel.

Leur nombre a pu surprendre certains. Mais la manifestation de jeudi dernier n'a fait que montrer au grand jour une vérité sociale préexistante.

Les statistiques affirment que dans une grande ville comme Paris, il y a un rat par habitant. Et pourtant, on les voit rarement. Mais ils existent néanmoins.

De Gaulle a parlé jeudi, et à l'exemple du joueur de flûte de Hammelin qui, dit la légende, fit sortir tous les rats de leurs trous, il a lui aussi fait sortir tous les parasites de la capitale et d'ailleurs de leurs cachettes, mais pas pour les noyer, lui, au contraire, pour montrer qu'il avait du monde derrière lui.

Mais nous refusons ce genre de calcul. Même s'ils sont minoritaires, les exploités gardent le droit sacré de lutter contre les

exploiteurs. Ce serait tout de même trop facile si 51 hommes avaient le droit d'en réduire 49 en esclavage, ou au salariat, au nom de la démocratie. Les travailleurs ne constituent qu'une partie de la population du pays, mais parce qu'ils produisent tout, ils ont le droit de réclamer pour eux seuls tout le pouvoir dans ce pays.

Et ils en ont non seulement le droit, mais la possibilité. Quand le million de manifestants du 13 mai, et ses frères d'exploitation, décideront de se croiser les bras, la vie du pays toute entière s'arrêtera.

Mais que les 600 000 manifestants des Champs-Élysées se croisent les bras, qu'est-ce que cela changera ? C'est précisément leur rôle social, pour la plupart, de se croiser les bras tout au long de l'année.

Ces élections, le résultat en est en outre faussé d'avance. Car les jeunes qui sont descendus dans la rue, qui ont été à la pointe du combat, qui ont fait trembler le pouvoir, qui ont finalement amené le gouvernement à concéder ces élections, eux là, pour la plupart, n'auront pas le droit de vote, sous prétexte qu'ils ne sont pas « majeurs ». Le Conseil

d'Etat vient même de décider que les listes électorales ne seraient pas révisées pour ce scrutin, retirant ainsi leur droit de vote aux 200 000 jeunes qui ont eu 21 ans depuis le 29 février. Mais par contre, les bonnes sœurs retirées de toute vie sociale, les douzièmes représentant un autre âge, et les flics au service du pouvoir voteront.

Que tout cela, joint à une loi électorale inique, à un découpage subtil des circonscriptions, puisse malgré tout amener une majorité gaulliste à la Chambre, ce ne serait donc pas surprenant.

(suite page 3)

JAMAIS l'Etat n'a été aussi faible JAMAIS nous n'avons été aussi forts

LE discours de de Gaulle a peut-être démoralisé certains. Mais il ne les a pas démoralisés longtemps. Le Général a frappé du pied et brandi l'épouvantail de l'armée. Il a le soir même organisé une manifestation de 800 000 « gaullis-

tes » à la Concorde. Mais tout cela est resté sans effet sur la détermination des grévistes.

Et menace d'état de siège, ou pas, 30 000 étudiants et travailleurs ont pu de Montparnasse à Austerlitz crier « De Gaulle démission », « Le pouvoir c'est nous », « A bas l'Etat policier ».

Et près de cinq jours après ce que d'aucuns ont appelé « le coup d'Etat » du général — il n'en est plus à un coup d'état près — la situation de force, celle de 9 millions de grévistes avec occupation d'usine et défilé dans les rues, la situation qu'il voulait faire cesser, dure encore. Elle dure encore et malgré toutes les campagnes d'intoxication de la presse et de la radio, elle est loin de devoir cesser ce mardi.

Elle dure encore et il faut le dire le général n'y peut rien.

Il avait pourtant menacé : si la situation de grève continue il aura recours aux moyens prévus par la Constitution. En clair, cela veut dire l'état de siège, l'intervention de l'armée. La « gauche » était sommée de choisir : la grève ou les élections. Mais partis et syndicats ont eu beau choisir les élections : la grève continue. Et ils sont obligés de composer avec elle.

Le jeudi 30 mai de Gaulle a eu beau opposer la grève aux élections et proposer les unes pour briser l'autre. Il risque bien d'avoir demain les élections et la grève.

C'est une situation qui le dépasse. Une situation dans laquelle les armes habituelles de la démocratie sont insuffisantes. Il aura beau faire donner l'UD 5^e et les Comités d'action civique, il aura beau entraîner la gauche classique

de l'Etat et parti Communiste dans les marais des élections, il restera désarmé par cette grève à laquelle il n'a rien ou presque à opposer.

Car le mouvement populaire libéré par la lutte des étudiants et la journée du 13 mai 68 est un immense mouvement dont l'ampleur dépasse tout ce qu'on a pu connaître en France jusqu'à ce jour. Il a surpris et débordé les vieux partis, les vieilles centrales syndicales. Il a été nourri de sa propre force, il a pris confiance en lui, c'est pourquoi il se sent invincible et résiste à toutes les manœuvres d'intimidation et de division.

En refusant de reprendre le travail pour permettre les élections, les travailleurs mettent de Gaulle au pied du mur. Et au pied du mur il est seul.

Que peut-il opposer aux neuf millions de grévistes ? Ses flics ? Ses C.R.S. ? Ses gardes mobiles ? Sa police parallèle ?

Tous ces instruments du pouvoir ne font pas le poids. 10 000 étudiants ont pendant une semaine tenu les forces de répression en échec. Et on voudrait nous faire croire que neuf millions de travailleurs rentreraient sous terre devant cette même force ?

L'armée alors ?

Pourquoi faire ? Si c'est pour relayer les travailleurs au pied des machines, alors que peuvent 4 500 000 soldats pour remplacer 9 millions de grévistes ? Si c'est pour faire rentrer par la force les travailleurs en grève, alors ce n'est pas sur 450 000 hommes que de Gaulle pourra compter, mais sur une infime minorité.

Dans les circonstances actuelles jamais le contingent ne tiendra sur les grévistes. Le contingent est lié au mouvement populaire par mille (suite page 2)

Pour garantir nos salaires ET EMPECHER LA HAUSSE DES PRIX

Echelle mobile des salaires et contrôle ouvrier dans les entreprises

LES grèves actuelles ont, bien entendu, comme premier objectif une augmentation des salaires. Les bonnes âmes patronales soutenues par les porte-parole de l'Etat bourgeois et bien souvent suivis dans leur raisonnement par des économistes distingués et même certains syndicalistes patentés prétendent que les

hausse de salaire entraîneront automatiquement la hausse des prix et que finalement le résultat sera nul et même néfaste.

Les augmentations de salaires amènent-elles automatiquement des augmentations de prix ? Evidemment non. Les patrons partent du principe qu'en ce qui les concerne ils n'ont aucun sacrifice à faire et que, la part qu'ils doivent verser sous forme de salaires dans la réalisa-

tion de la production doit être automatiquement incorporée à leur prix de vente. Et ils voudraient nous faire partager leur point de vue. Il est bien évident qu'une hausse de salaires provoque une augmentation de leur prix de revient. Mais cela est également vrai quand il s'agit de hausse de matières premières, ou des impôts qu'ils doivent verser individuellement à l'Etat qui a charge de protéger leurs intérêts généraux.

(suite page 2)

GOUVERNEMENT, PATRONAT ET SYNDICATS POUR TENTER DE LIQUIDER LA GREVE

Il y a maintenant plus de 15 jours que 10 millions de travailleurs sont en grève !

DE l'avis de tous il s'agit du plus important mouvement enregistré en France depuis le début du siècle. Car non seulement les étudiants et la classe ouvrière sont entrés en lutte mais le choc a été ressenti dans toutes les couches de la société (paysans, professions libérales, etc...).

Cette lame de fond aurait pu chasser de Gaulle. Mais la gauche, et en tout premier lieu le parti communiste, s'est refusé à l'alternative de la rue en préférant les élections.

Sur le plan revendicatif les directions bureaucratiques des syndicats ont refusé à l'affrontement avec le gouvernement et le patronat en se contentant de mièvreries.

Les accords de Grenelle, cautionnés par les syndicats, sont sans commune mesure avec ce qui avait été obtenu en 1936 alors que les grévistes étaient bien moins nombreux.

Les directions syndicales ont reculé sur tous les points : — sur la réduction du temps de travail le gouvernement n'offre que des brouilleries et ce n'est souvent qu'à partir de 1970 (ou plus tard) que le patronat promet les 40 h. Et lorsque l'on sait ce que valent les promesses de patrons on est

en droit de penser qu'il y a loin de la coupe aux lèvres.

— sur le plan de l'augmentation des salaires la revendication minimum de 600 F a été bradée. Il est déjà quasiment impossible de vivre avec une telle somme alors comment les travailleurs pourraient-ils accepter le compromis de 520 F par mois sur la base de 40 h ?

Quant à l'abrogation des ordonnances gaullistes sur la Sécurité Sociale qui était une des revendications prioritaires de la CGT, Pompidou a simplement promis qu'on en discuterait au parlement... et la CGT d'accepter. Ce n'est certainement pas pour cela que 10 millions de travailleurs se sont mis en grève.

Bien sûr, les organisations syndicales ont répliqué, après que les travailleurs se soient prononcés contre le protocole d'accords, qu'elles n'avaient jamais rien signé, qu'il ne s'agissait que d'un protocole préliminaire aux accords et qu'elles y étaient absolument opposées.

Mais pourquoi, dans ces conditions, avoir attendu si longtemps pour le dire ? Pourquoi ne pas l'avoir dit aux journalistes qui attendaient la fin des négociations ?

Pourquoi ne pas avoir déclaré aux ouvriers de Renault et de Citroën le lundi matin :

« Camarades, voilà ce que nous proposons le gouvernement. Nous syndicalistes, pensons qu'il s'agit de brouilleries et sommes pour la continuation de la grève. Mais c'est à vous de décider. »

Cette attitude, les dirigeants syndicaux ne l'ont eu nulle part. Il a fallu que les travailleurs repoussent le protocole pour que les bonnes syndicales s'aperçoivent que son contenu était « insuffisant ».

En fait les confédérations syndicales, loin de se conduire en directions ouvrières, ont toujours été à la traîne des travailleurs. Et cela depuis le début du mouvement.

C'est en dehors de l'appareil syndical, et souvent malgré lui, que les travailleurs sont entrés dans la lutte. Et si finalement, vu le poids de leur appareil, les directions syndicales ont pu reprendre le mouvement en main, ce n'est que pour mieux le trahir, d'abord en le dépolitisant puis en tentant de le diviser.

Car après avoir refusé, contraints et forcés par les travailleurs, les

accords de Grenelle, les directions confédérales ont accepté que les discussions reprennent par branches d'industrie et même par usines, c'est-à-dire qu'elles ont permis que la force énorme des 10 millions de grévistes se dilue dans des négociations particulières.

Là encore elles trahissent le mouvement.

Mais ce que répètent les révolutionnaires depuis des années, à savoir que le principal obstacle à la révolution socialiste est constitué par les appareils bureaucratiques des organisations soi-disant ouvrières, devient aujourd'hui une évidence pour des dizaines de milliers de jeunes, tant étudiants qu'ouvriers.

Et c'est là la meilleure chance que les travailleurs reconstruisent un jour des organisations qui soient les leurs.

Pour la Représentation Syndicale des Travailleurs Étrangers et des Jeunes

DANS les revendications mises en avant par les Syndicats figure l'extension des droits syndicaux. Dans la plupart des cas, les Syndicats revendiquent en premier lieu la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise. Pour eux, il s'agit en fait, de consolider leurs boutiques, de faire bénéficier d'avantages supplémentaires les secrétaires syndicaux, d'étendre leur participation et leurs droits dans les Comités d'entreprise.

Mais si l'on parle d'extension des droits syndicaux, un des premiers points élémentaires à revendiquer est : l'égalité des droits syndicaux pour les ouvriers « étrangers » et les jeunes à partir du moment où ils sont à l'atelier, c'est-à-dire légalement à partir de l'âge de 16 ans.

A 16 ans un jeune travaille à part entière dans une usine — son salaire, est lui, légalement amputé. Et ce n'est qu'à 18 ans qu'il aura le droit de voter aux élections de délégués. Il ne pourra être éligible qu'à 21 ans. Les jeunes, les plus combattifs sont donc automatiquement exclus de par la loi de tout poste de délégué.

Les étrangers, pour leur part, s'ils ont le droit de vote à l'égal des autres travailleurs aux élections de délégués du personnel, ne peuvent voter pour les élections de délégués au Comité d'établissement, et ne peuvent pas être candidats dans l'immense majorité des cas. Dans certaines entreprises cela revient à avoir pour délégué le contremaître ou le chef de chantier, tous les travailleurs étant eux « étrangers ».

Dans les usines il n'y a pas « d'étrangers ». Il y a ceux qui produisent, quel que soit leur

âge, quel que soit le pays dont ils sont originaires. Et aujourd'hui où l'accent est mis sur l'extension des libertés syndicales, pourquoi les Centrales Syndicales ne posent-elles pas dans leurs revendications la suppression de toute discrimination dans les entreprises envers les jeunes, envers les travailleurs immigrés, envers des millions de producteurs ; le droit de vote et l'éligibilité à 16 ans, le droit de vote et l'éligibilité de tous les travailleurs incorporés dans les entreprises ?

C'est bien là en fait, un des signes de leur abandon de tout internationalisme et de toute lutte de classe réelle.

Et c'est un des points qu'il faut tenter d'imposer, dans les plateformes revendicatives, tant de nos bureaucraties syndicales que de nos Partis diis « de gauche ».

S. GRENET.

EMPÊCHER LA HAUSSE DES PRIX

(Suite de la page 1)

Mais la hausse du prix de revient ne signifie pas automatiquement l'augmentation des prix de vente. Entre les deux il y a les profits patronaux. C'est sur ces profits que les patrons doivent prendre de quoi augmenter les salaires. Quand il s'agit de hausse de matières premières ou d'énergie ou d'impôts supplémentaires prélevés par l'Etat pour alder les capitalistes à soutenir la concurrence (subventions) ou maintenir la paix sociale (police armée), leur propre Etat leur impose bien dans une certaine mesure, de ne pas répercuter ces charges sur les prix de vente. Ils s'en plaignent, ils trichent mais ils obtempèrent. Alors pourquoi lorsqu'il s'agit de hausse de salaire seraient-ils automatiquement autorisés à les récupérer sur les prix de vente ? Les patrons nous expliquent que les impératifs de la concurrence les obligent à moderniser constamment leurs moyens de production et qu'ils doivent investir de plus en plus. Mais depuis vingt ans qu'ils nous affirment la chose cela n'a pas l'air d'être la bonne méthode pour être « compétitifs » !

Et il leur faudra bien admettre aussi qu'il y a un élément de la production qui s'appelle, la main-d'œuvre, qui exige aussi des investissements dans les salaires, sans provoquer la hausse des prix.

Les travailleurs savent qu'il faut investir pour améliorer la production. Mais s'ils sont pour l'amélioration de la production des moyens de consommation mis à la disposition des masses travailleuses, ils n'ont que faire des investissements destinés à alimenter le gaspillage de la concurrence et des contradictions du système capitaliste. Il est bien évident que les patrons, s'ils sont contraints d'augmenter les salaires essaieront d'en répercuter les effets sur les prix de vente pour en faire supporter la charge aux consommateurs ce qui signifie reprendre de la main gauche ce qu'ils auront dû céder de la main droite. Mais cela n'est pas automatique et cela dépend des travailleurs.

Certains dirigeants de syndicats notamment à Force Ouvrière dressent l'épouvantail de la hausse des prix et démagogiquement s'attaquent aux commer-

cants. C'est vrai que certains commerçants même petits n'ont guère de scrupules à profiter de chaque occasion pour réaliser des bénéfices. Mais à cela il est facile d'y remédier. L'exemple de Nantes le montre bien et est à imiter. C'est le comité de grève qui fait la chasse à la spéculation et les détaillants affichent des pancartes : « Prix contrôlés par le Comité ».

Mais le fond du problème n'est pas là. La hausse des prix de détail, même si elle est aggravée par une certaine spéculation à ses racines dans la hausse des prix industriels. Et c'est à ce niveau que les travailleurs doivent la combattre.

Pour cela il faut d'abord imposer l'Echelle Mobile des Salaires. Les patrons se risqueront beaucoup moins à augmenter leur prix de vente s'ils savent que parallèlement cela les obligera à majorer les salaires.

Bien sûr l'Echelle Mobile des Salaires n'est pas la panacée universelle. Ce n'est pas un texte ou une loi aussi précis soient-ils qui garantiront automatiquement le relèvement des salaires en cas de hausse des prix. Mais un texte ou une loi sont un point d'appui pour exiger l'Echelle Mobile des Salaires. Pour que cette loi soit vraiment appliquée, il faut les moyens politiques et économiques de la faire respecter. Cela peut se faire au moyen du contrôle ouvrier sur la production. On parle beaucoup en ce moment d'accorder davantage de droits aux ouvriers dans la gestion des entreprises. Il ne s'agit pas pour les travailleurs de se contenter des informations que voudront bien leur fournir les patrons pour justifier leurs difficultés. Il faut exiger des patrons l'accès à tous les livres de comptes, à tous les niveaux de la production et de la vente.

Il faut imposer l'abolition du secret commercial et le droit de s'opposer à toute mesure de hausse de prix.

C'est par l'exercice réel de ce contrôle que les travailleurs pourront accéder à la gestion des entreprises et parallèlement à celle de l'Etat sur la base d'une économie mise au service des besoins des masses travailleuses et excluant les profits d'une minorité parasitaire.

H. VAUQUELIN

Jamais l'Etat n'a été aussi faible Jamais nous n'avons été aussi forts!

(Suite de la page 1)

Ilens sociaux et familiaux. Le contingent n'est pas un corps spécialisé, coupé du pays, dressé à la répression, endoctriné et soumis jusqu'à la mort. Le contingent c'est avant tout des jeunes, les frères de ces jeunes qui ont été parlout dans le pays, à l'université comme dans les usines, le fer de lance du mouvement. Le contingent ne peut pas tirer. Et de Gaulle le sait et le craint. Engager le contingent dans les circonstances actuelles cela revient à armer les grévistes et les jeunes révolutionnaires.

Restent les corps spécialisés, les paras, les légionnaires, ces hommes des causes perdues que l'on envoie mourir pour des causes qui ne sont pas les leurs et pour des hommes qui les méprisent et parfois les renient. Eux non plus ne sont peut être pas « sûrs » pour le pouvoir. Eux aussi ont au cœur autant d'amertume envers l'Etat que de haine envers les grévistes. Et nul ne peut garantir leur fidélité.

Mais quand bien même ces hommes choisiraient d'obéir à de Gaulle qui pourraient-ils faire de plus que les C.R.S. et les flics des semaines passées ? Tirer sur la population ?

Ce serait déclencher la guerre civile. Or, ceux qui la craignent par dessus tout, ce sont les bourgeois, les patrons, ceux qui ont quelque chose à y perdre.

Les travailleurs ne souhaitent pas la violence. Mais quand les travailleurs sont le nombre dans la rue alors la violence de l'Etat peut se retourner contre lui. La fonction de l'Etat est de maintenir l'ordre social, l'ordre bourgeois. Il le fait au moyen de bandes armées. Son rôle n'est pas de mettre le feu aux poudres, surtout quand le rapport de force est en faveur des travailleurs. Et c'est le cas. Pour la première fois depuis 30 ans, le mouvement ouvrier peut se déployer dans toute sa vigueur dans toute son immensité. L'Etat en face d'eux ne dispose que de quelques mercenaires — moins de 200 000 en tout et en mettant les choses au pire, 200 000 mercenaires contre neuf millions de

grévistes. Et 200 000 mercenaires rendus militairement inutilisables par la bourgeoisie est paralysée par la peur de la guerre civile. — Elle ne peut pas leur commander de tirer.

Non, de Gaulle n'a pas déclaré la guerre aux ouvriers. Il ne peut pas se le permettre. Car cette guerre il la perdrait.

Son discours de jeudi n'était qu'un coup de bluff. Comme tant d'autres qui lui ont déjà réussi. Mais un coup de bluff dont il ne reste rien. Jamais le pouvoir n'a été aussi faible. De Gaulle est au abois. La bourgeoisie est au abois. Camarades poursuivons le combat. Nous pouvons, nous devons gagner.

Michèle TOURNY.

En raison des circonstances, et en particulier de la grève du personnel de la Mutualité, le Cercle Léon Trotsky prévu initialement le lundi 27 mai, sur le sujet suivant : **La révolte des étudiants et la classe ouvrière**, a dû être reporté à une date ultérieure, que nous réviserons dès que possible.

Nous rappelons aux camarades qui souhaiteraient rester en contact avec nous qu'ils peuvent s'adresser à toutes nos permanences aux heures habituelles, ou au Siège, 29, rue de Château-Landon, de 8 h. à 20 h., et à la Sorbonne.

LES COMITES D'ACTION CIVIQUE soutiendront De Gaulle aux élections, mais auront du mal à en faire autant dans la rue

A PRES la manifestation de « parti de la peur » aux Champs-Élysées, on pouvait s'attendre, à en croire les bons apôtres du Général, à voir fleurir un peu partout des « Comités d'Action Civique ».

Ces comités, regroupant tous les « honnêtes citoyens » qui continuent à faire confiance à De Gaulle, ont pour but de faire la guerre à tous les « bolchéviks » qui montrent le nez actuellement, afin de rétablir l'ordre — gaulliste bien entendu — dans le pays.

Mais depuis la grande démonstration de jeudi dernier, on ne voit guère ces courageux « défenseurs de la république » passer à l'action, en plein jour, du moins.

Il est vrai que sur les centaines de milliers qui avaient défilé sur les Champs-Élysées, lorsqu'on aura retranché les vieillards, les mères et les frousards de tout poil qui descendent dans la rue seulement lorsque les flics les y invitent, il ne reste plus grand monde.

Ces gens-là sont téméraires lorsqu'il s'agit de hurler avec les loups, ou d'attaquer de nuit à dix contre un des travailleurs isolés, mais il n'y a plus personne quand il faut se heurter à des millions de travailleurs et de

jeunes en lutte. Les C.R.S. eux-mêmes, pourtant spécialistes de la répression, n'y sont pas parvenus. Aussi les « enragés » du gaullisme y regarderont à deux fois avant de s'attaquer aux meetings et manifestations de gauche.

La manifestation de l'UNEF qui s'est déroulée le samedi 1^{er} juin, deux jours après celle des Champs-Élysées, n'a pas vu l'ombre d'un flic ni d'un gaulliste. Ceux qui voulaient 48 heures avant expédier Cohn-Bendit à Pékin se sont soudain volatilisés. Ceux qui étaient si nombreux, de la Concorde à l'Étoile pour crier « La France au travail », qu'on-ils donc fait depuis ? Les locomotives sont encore au garage et le courrier n'est toujours pas acheminé...

Cette bande de fainéants voudrait faire la loi, mais ils en sont bien incapables. Ils ne se sentent forts que protégés par les gendarmes. Or actuellement, ni les gendarmes ni la droïte ne se sentent forts.

Le seul poids dont ils disposent, c'est celui du bulletin de vote. Car tous les jeunes qui étaient aux barricades, tous les travailleurs émigrés qui ont participé à la lutte, n'auront pas le droit d'aller voter ; par contre toute la « pègre » des Champs-Élysées aura accès aux urnes pour élire en toute démocratie un U.N.R. bon teint.

ALLEMAGNE : Les bureaucrates syndicaux n'ont rien retenu de leur propre histoire

LE parlement allemand a voté les lois « d'urgence », lois scélérates contre tout mouvement populaire.

Seule la jeunesse étudiante du S.D.S. a lutté avec énergie dans toutes les villes allemandes, contre ces lois scélérates qui, si elles réussissent à ligoter tout mouvement révolutionnaire, feront le lit d'un nouveau fascisme éventuel.

De jeunes ouvriers ont appuyé les étudiants, mais les dirigeants syndicaux d'Allemagne de l'Ouest ont derrière eux un lourd passé de trahison.

Avant 1933 déjà, ils contrôlaient la majeure partie du mouvement ouvrier, des millions de maisons du peuple et de bourses de travail. Systématiquement ils refusaient d'organiser l'action directe contre les nazis. Systématiquement ils soutinrent les gouvernements sociaux-

démocrates qui prétendaient réaliser le socialisme sans s'attaquer aux racines du capitalisme.

Les dirigeants réformistes des syndicats, ces « lieutenants ouvriers de la classe bourgeoise » dénonçaient le « pégre communiste » traitant de « provocation » toutes les tentatives d'action directe des jeunes, des chômeurs et des ouvriers les plus mal payés, contre l'État bourgeois et les nazis.

A ces actions, les bureaucrates réformistes des syndicats allemands opposaient « la force tranquille de millions de syndiqués allemands ».

A la veille de la prise du pouvoir par Hitler, ils refusèrent encore l'action directe ouvrière. Ils bavardaient sur « le rôle purement revendicatif » du syndicalisme.

Ils espéraient ainsi sauver leur fromage, mais leur vile trahison ne paya pas.

Au début de 1934, les S.A. nazis occupèrent tous les maisons du peuple. Les syndicats furent dissous ; le « front du Travail nazi » fut constitué. Les quelques bonzes réformistes qui retrouvèrent une once de dignité rejoindront les communistes dans les camps de concentration. Les autres se tirèrent et parfois battirent des mains devant le passage du Führer.

Aujourd'hui, ils ont retrouvé leurs postes. Ils n'ont pas changé. Ils ont retrouvé leur fromage. 10 000 bureaucrates syndicaux d'Allemagne occidentale prêts à toutes les bassesses plutôt que de retourner travailler à l'atelier, ligotent le mouvement ouvrier ; calomnient les jeunes révolutionnaires du S.D.S. taxant « d'aventurisme » toute action directe contre les fascistes du N.P.D., et acceptent toutes les lois scélérates sous prétexte qu'ils ne veulent pas sortir « de la pure action syndicaliste ».

La lutte pour un renouveau révolutionnaire en Allemagne passe par le combat contre cette bureaucratie syndicale pourrie.

A CLERMONT FERRAND

comme partout :

le pouvoir est dans la rue !

PLUSIEURS dizaines de bienséas, légers en général, 113 arrestations ; bilan officiel des heurts violents qui ont suivi la grande manifestation unitaire et « électoraliste » du samedi 1^{er} juin organisé par le P.C.F., la F.G.D.S., la C.G.T., la C.F.D.T., l'UNEF...

Cela couvait depuis longtemps. La jeunesse ouvrière bridée jusque-là a enfin débordé la prudente lâcheté des organisations traditionnelles pour commencer à s'affronter avec la police. Le retard s'explique. Le Mouvement étudiant qui, par ailleurs, a servi de détonneur, est resté ici très peu combattif à l'exception des petites minorités révolutionnaires. Et à l'exception de quelques heurts le lundi 13 mai, Clermont n'avait connu aucun affrontement violent.

Pourrait déjà la veille le vendredi 31 mai, le coupe avait débordé. Après l'appel de De Gaulle, les gaullistes ont décidé de manifester. Les étudiants refusant à la majorité l'affrontement ; ils décident de servir de main-d'œuvre aux syndicats en se dispersant pour diffuser des tracts appelant à une manifestation samedi 1^{er} juin à 16 heures.

Mais cette fois, un premier affrontement a lieu. Les 2 à 3 000 gaullistes ne représentaient pas une bien grosse force. Une grande majorité de vieux, de femmes d'un âge certain, de très jeunes enfants. Quelques « cadres » de fort bel air, de fort bel embonpoint dont le costume s'ornait fréquemment d'un quelconque ruban ; quelques

hommes de la génération de la 2^e guerre, quelques étudiants en droit ; telles étaient les forces de l'ordre gaulliste.

Aussi une à deux centaines de jeunes étudiants et ouvriers dont certains diffusaient le tract des organisations syndicales et d'autres assuraient la protection, se permit de ridiculiser sans grand mal, il faut le dire, ce cortège de musclairement faible. Tout au long, il fut encadré de bandes de jeunes chantant l'Internationale à pleins poumons, criant : « à bas De Gaulle », et apostrophant les participants, très très peu belliqueux, du cortège. La première et principale banderole tricolore fut arrachée et transformée en drapeau rouge. Après la dispersion, les groupes de gaullistes se voyaient joyeusement envoyer au visage : « alors, c'est vous qui allez défendre De Gaulle ? ». C'est là-dessus que chacun se donna rendez-vous le lendemain 16 h.

Le samedi 1^{er} juin, le cortège étudiant chantant l'Internationale rejoignit un important meeting ouvrier devant Michelin. La manifestation à travers la ville fut réellement importante. 15 à 20 000 personnes sur plusieurs centaines de mètres se rendirent en cortège à la préfecture.

Mais les participants étaient de deux sortes bien différentes. En tête : les représentants des vieux partis ; le maire socialiste, les élus locaux, les responsables du P.C.F., préparant les prochaines élections. Séparés d'eux par des milliers de manifestants, de jeunes étudiants et ouvriers qui ne pensaient qu'à la lutte qui se poursuivait et doit vaincre. En haut, on criait : « De Gaulle

démission », en bas : « A bas De Gaulle ». Au début « la Gaucha au pouvoir », en bas le « pouvoir aux travailleurs » ; en haut, on entonnait la marseillaise et on faisait silence devant le monument aux morts, en bas on chantait l'Internationale derrière les drapeaux rouges.

Devant la préfecture, la contradiction éclata. Alors que socialistes et communistes épingleaient leur drapeau l'un à l'autre dans les applaudissements unitaires ; les jeunes refusèrent la dispersion.

Après avoir crié leur hostilité à la police ; de jeunes ouvriers commencèrent à prendre les pavés et bombarder la préfecture cependant que le service d'ordre tenta de disperser la manifestation. Les incidents qui suivront : charge de police, grenades au hasard dans la foule, deux petites barricades, quelques heurts, prise de munition sur les chantiers, sont désormais traditionnels. Ils n'auront pas très grande importance ici. Seuls 4 à 500 jeunes se battront. Les anciens, à l'exception d'une minorité, n'ont approuvé les jeunes sont désorientés par l'attitude des responsables du P.C., de la CGT et de l'UNEF (La CFDT, et il faut le signaler, s'est refusé à désavouer les heurts.)

Le soir même, une seconde manifestation exigeait la libération des emprisonnés. Une nouvelle barricade était élevée, de nouveaux heurts se produisirent.

Les conséquences de cet affrontement ne seront pas sans importance. Si l'appareil électoraliste du PCF et de la SFIO hurlant à la provocation, la jeunesse ouvrière a fait un pas de plus vers la rupture avec les organisations traitres.

Ne bradons pas la grève pour un bulletin de vote

(suite de la page 1)

Et la politique des partis de gauche est d'autant plus révoltante que dans les entreprises et dans la rue, le pouvoir était désarmé. Que face à dix millions de grévistes, il ne pouvait rien, absolument rien faire, que des discours de bravache auxquels il était incapable de donner une suite. Car que pouvaient les 100 000 ou même au maximum les 200 000 hommes des forces de répression dont de Gaulle dispose face à dix millions de travailleurs mobilisés ?

Mais la gauche a préféré jouer la carte électoraliste. Elle prétend qu'elle peut gagner ces élections. Mais quand cela serait, qu'est-ce que cela changerait au sort des travailleurs ? La gauche victorieuse aux élections, cela n'oblige même pas, constitutionnellement, de Gaulle à partir, ni même à changer de gouvernement.

Et puis, la « gauche », qu'est-ce que cela signifie ? Le P.C.F. et la F.G.D.S. ? Mais sur quel programme gouverneront-ils. Même pas sur le programme du P.C.F., pourtant bien modeste, puisque la Fédération n'a pris aucun engagement. Et nous avons connu deux fois, dans ce pays, la « gauche » au pouvoir, en 1936 et dans la période 1944-47. Nous savons ce que cela signifie. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le Parti Communiste et le Parti Socialiste ont même eu à eux deux la majorité absolue aux élections. Mais le P.S. ne voulait pas gouverner sans le M.R.P., et le P.C.F. s'est alors rallié, au nom de l'unité, au tripartisme.

Quelles raisons avons-nous de croire que cette « gauche » parlementariste qui a toujours trahi ses promesses le tiendrait aujourd'hui ? Aucune.

Et il ne faut pas croire, par ailleurs, que placer la lutte sur le terrain électoral est le meilleur moyen d'éloigner tout risque de guerre civile. Bien au contraire.

Tant que les travailleurs seront en lutte, mobilisés, prêts à la riposte, les forces de répression de la bourgeoisie seront incapables de passer à l'offensive. Mais que la gauche triomphe aux élections, que les travailleurs confiants reprennent le travail en croyant leur victoire acquise, c'est alors, sans nul

doute, que nous risquons de voir les généraux essayer de reprendre la situation en main.

Souvenons-nous de l'Espagne. C'est au lendemain des élections de 1936 qui virent triompher le « Frente Popular » que Franco et ses acolytes passèrent à l'action.

Le meilleur moyen de n'avoir pas à employer la force, c'est d'y être prêt, c'est d'avoir l'initiative, et non pas de se réfugier dans les isolements.

« Ne bradons pas la grève pour un bulletin de vote », proclamait à juste titre une banderole des travailleurs de Roussel-Uclaf lors de la manifestation du 1^{er} juin.

VOIX OUVRIERE
Rédaction - Administration :
29, rue de Château-Landon,
Paris-10^e.

Publication hebdomadaire :
En vente le mercredi.
Prix : 7 F.

Abonnement :
à mois, 15 F.
1 an, 20 F.

Abonnement de soutien
à mois 20 F
1 an 30 F

Tous les envois de fonds doivent être affranchis au nom de
M. SCHROEDER
C.C.P. PARIS 942498
Ecrits par M. Schroeder
Impr. - Rotoflat, 27 Mmes
Distribué par les N.M.P.P.

PERMANENCES

AU SIEGE TOUS LES JOURS
de 8 heures à 20 heures

A LA SORBONNE
Salon Richelieu
Escalier du Grand Amphithéâtre
de 9 heures à 21 heures

POUR L'UNITE D'ACTION du mouvement révolutionnaire

L'ABSENCE d'un parti révolutionnaire constitue à l'heure actuelle l'obstacle le plus important devant le développement du processus révolutionnaire.

Le mouvement en cours a évolué à la vie politique active des milliers de jeunes, de travailleurs et étudiants. Des milliers de jeunes qui ont fait, au cours de la lutte, l'expérience concrète de ce que sont les organisations ouvrières traditionnelles, réformistes ou stalinienne. Des milliers de jeunes qui cherchent un cadre politique et organisationnel à leur action.

Cette jeunesse représente un potentiel d'énergie considérable, c'est elle qui a donné à la lutte des dernières semaines son dynamisme, c'est encore elle qui pourra le lui donner dans les semaines à venir. L'avenir dépend dans une large mesure de la capacité des révolutionnaires à répondre à l'attente de ces jeunes, à les organiser, à en faire une force qui sait ce qu'elle veut et dans quel sens elle agit.

Aucun des groupes ou groupuscules révolutionnaires n'a cependant à l'heure actuelle une audience telle qu'il puisse être un pôle d'attraction véritable pour les milliers de jeunes qui désirent se battre. Ce n'est pas une question d'idées, de plateforme ou d'étiquette. Les événements actuels donnent au contraire raison d'une manière éclatante à ces « groupuscules gauchistes », à leurs idées, aux méthodes qu'ils préconisent — n'en déplaise aux dirigeants bornés et réformistes des organisations qui osent se réclamer du communisme ou du socialisme.

Mais avoir une audience nationale suppose un poids organisationnel et numérique que n'a aucune des organisations révolutionnaires. En unissant leurs forces cependant elles ont la possibilité et le droit de parler au nom de ceux qui se battent. Elles auraient la capacité et les moyens matériels de rendre efficace le potentiel d'énergie révolutionnaire représenté par les jeunes.

Il ne s'agit pas de parler d'unification et à plus forte raison de fusion de ces organisations. Les conditions d'une telle unification sont loin d'être toutes remplies. En particulier, des divergences politiques importantes et parfois fondamentales les séparent. Dans ces conditions une unification formelle n'est non seulement pas possible, mais pas même souhaitable.

Cependant, la lutte des idées entre ces groupes ne peut et ne doit pas empêcher l'unité dans l'action. C'est au contraire cette action qui confirmera la justesse des idées des uns, et la fausseté des conceptions

des autres. Mais face à la bourgeoisie et ses organisations, face au parti dit Communiste, les organisations révolutionnaires doivent être capables de rassembler leurs forces, elles doivent être capables de représenter matériellement et numériquement un pôle d'attraction.

Et ce ne serait après tout que réaliser consciemment cette unité d'action qui s'est réalisée dans les faits, dans les manifestations et sur les barricades. Là l'unité s'est faite spontanément et sous l'égide des organisations d'étudiants, en particulier de l'UNEF. En tout cas, les désaccords n'ont pas empêché les différentes tendances de se retrouver côte à côte et fraternellement dans le combat et dans toutes les manifestations.

Il y a là, pour les révolutionnaires une occasion exceptionnelle à saisir. Encore une fois tout peut dépendre de leur capacité à le faire. Il est tout d'abord nécessaire que les organisations qui ont en commun le programme trotskyste coordonnent leur action. C'est la but que se sont proposés les participants au comité de coordination, dont nous republions ci-dessous l'appel.

Ce comité n'englobe pas encore toutes les organisations trotskystes. Toutes y ont cependant leur place. Plus même, ce comité ne prendra sa pleine signification que lorsque toutes les organisations trotskystes y participeront.

La coordination de l'action des organisations trotskystes devrait cependant pouvoir se faire dans le cadre d'un mouvement révolutionnaire plus vaste, englobant tous les groupes révolutionnaires.

Il ne s'agit ni pour les uns ni pour les autres, de cacher leur drapeau, leur programme, leurs divergences. On n'a que faire d'un magma ou l'unanimité de façade cacherait des oppositions profondes. Mais il s'agit de se battre pour des idées aux côtés d'autres tendances révolutionnaires.

Le rassemblement le plus large des organisations « gauchistes » est une urgente nécessité. Il implique la plus grande fraternité dans les rapports.

Mais aussi — et ceci n'est nullement en contradiction avec cela — la plus grande fermeté dans la défense de ses idées et de son programme.

Que les stalinien les plus obtus ricangent à l'idée d'un regroupement qu'ils sont incapables de concevoir autrement que sur la base d'un strict monolithisme de pensée.

Les révolutionnaires se doivent de réintroduire dans le mouvement ouvrier les pratiques détruites par le stalinisme.

Reserver la haine et les coups aux adversaires de classe. Mener de pair l'unité dans l'action et la critique politique franche au sein du mouvement révolutionnaire.

G. KALDY.

COMMUNIQUE

ETANT donné les développements de la situation actuelle faisant ressentir cruellement l'absence d'une direction révolutionnaire et considérant qu'il est indispensable d'unifier la lutte des organisations se réclamant du trotskisme, les représentants de l'Union communiste (Voix Ouvrière), du Parti communiste internationaliste (section française de la IV^e Internationale) et de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire se sont rencontrés le dimanche 19 mai 1968 et ont décidé la formation d'un comité permanent de coordination entre leurs trois organisations.

Ce comité appelle toutes les organisations qui se réclament

du trotskisme à s'associer à cette initiative.

Les trois organisations recommandent à leurs militants d'entretenir partout un contact afin de coordonner leur action.

Pour l'Union communiste,
G. KALDY, J. MORAND.

Pour le Parti communiste internationaliste,
P. FRANK, M. LEQUENNE.

Pour la J.C.R.,
D. BENSARD, A. KRIVINE.

A cet appel est venu s'associer le Groupe Marxiste Révolutionnaire
G. MARQUIS, M. FIANT.

UN DRAPEAU DE CLASSE

« **L**E drapeau national n'est pas la propriété du grand patron et de la réaction qui pratique une politique contraire à l'intérêt de notre pays. Il est le bien du peuple français. Nous, communistes, nous le voyons bien haut ce drapeau. » Il est vrai que si ce « drapeau national » se retrouvait à profusion de la Concorde à l'Arc de Triomphe, il se faisait bien rare, ces derniers temps, dans les manifestations étudiantes et ouvrières. C'est sans doute pour cela que Waldeck Rochet, dans un discours prononcé vendredi dernier, éprouvait le besoin de rappeler les militants de son parti à un peu moins d'exaltation. Le drapeau rouge, certes, mais n'oublions pas, recommanda-t-il, le drapeau français, les deux se trouvant « dans toutes nos manifestations... étroitement mêlés ». Il fallait que le P.C.F. rassure ses alliés, tenants du « drapeau national », et par delà, la bourgeoisie française sur ses intentions.

En faisant le choix d'un drapeau, en refusant de rejeter le drapeau des versaillais, Waldeck

Rochet et son parti ont voulu montrer le camp dans lequel ils se plaçaient.

Ce camp, ce n'est pas celui des étudiants et des jeunes travailleurs qui, en ces journées de mal, se battaient, brandissant les drapeaux rouges et les drapeaux noirs, face aux flics, défenseurs d'un ordre qui lui arbore le drapeau tricolore.

Dans quel camp se trouvait donc le P.C.F. le 13 mai dernier, alors que des dizaines de milliers de drapeaux rouges noyaient les très rares drapeaux tricolores qui, ce jour-là, parnaissent fort anachroniques ?

Et puisque Waldeck-Rochet prétend que les 2 drapeaux, le rouge et le tricolore se retrouvent toujours mêlés dans les manifestations de son parti, veut-il confirmer par là que le P.C.F. n'était pour rien dans la floraison des drapeaux rouges qui furent hissés aux portes des usines, aux premiers jours des occupations. Il y avait des drapeaux rouges ; fort peu de « drapeaux nationaux ». Car dans la grève, les travailleurs français, italiens, espagnols se retrouvaient tout naturellement au coude à coude derrière les symboles de la lutte ouvrière le drapeau rouge et « l'international » On voyait mal en effet les travailleurs algériens par exemple, se ranger derrière le drapeau de l'impérialisme français qu'ils combattait encore il y a

quelques années. Et il a fallu, là encore, l'intervention, sur ordre, de militants du P.C.F. pour qu'apparaissent, sur certaines usines, les drapeaux tricolores.

Par contre, les drapeaux tricolores n'ont cessé de flotter sur l'Elysée, les préfectures et les casernes de C.R.S.

Ils flottaient, par milliers, de la Concorde à l'Etoile, brandis par la pégre des beaux quartiers qui vitupérait le « torchon rouge ».

Est-ce avec ce drapeau, avec le P.C.F. veut composer ?

De toute façon, Waldeck-Rochet a choisi. Il préfère le drapeau tricolore des C.R.S., et des bourgeois, au drapeau noir. Et il retrouve, contre le drapeau de l'anarchie les accents des gaulistes ou d'Occident contre le drapeau rouge.

Quant à nous, qui nous rangeons derrière le drapeau rouge, nous n'éprouvons aucune gêne à le voir côtoyer, dans la lutte le drapeau noir. Car ces deux drapeaux symbolisent en commun la lutte sans rémission contre la bourgeoisie, c'est-à-dire contre le drapeau tricolore, une lutte qui ne connaît pas les frontières entre les états mais seulement les frontières entre les classes. Cette lutte-là, et les drapeaux qui la symbolisent, met la bourgeoisie dans le plus profond effroi, mais elle effraie aussi le P.C.F.

LE DRAPEAU ROUGE SUR L'EUROPE ?

GREVES à la Réunion. Agitation, manifestations et drapeaux rouges aux Antilles. Les territoires sous le joug de l'impérialisme français ont été secoués aux aussi par les événements de France.

Mais pas seulement eux. L'agitation étudiante rebondit de plus belle en Allemagne, en Italie, en Espagne. Elle s'est même étendue à l'Angleterre, les étudiants d'Oxford — la dernière des universités européennes qu'on aurait pu croire atteinte par le virus révolutionnaire — affrontent à leur tour la police. Il est vrai aussi que l'exemple italien et surtout allemand a joué un grand rôle dans la mobilisation des étudiants français.

La crise qui se développe sous nos yeux n'est pas une crise purement française. Certes elle atteint dans ce pays, pour le moment, son acuité la plus grande. Mais c'est une crise propre à toute l'Europe occidentale.

Les moyens d'informations modernes, les liens noués entre les pays par le développement économique actuel font que l'Europe, sinon le monde entier ne forme plus qu'un seul et vaste ensemble.

Les prodromes de la crise révolutionnaire que nous voyons actuellement se développer à une échelle internationale en sont une preuve : aucune crise révolutionnaire ne peut se développer actuellement purement à l'intérieur de frontières nationales. Elle doit prendre automatiquement une extension internationale.

C'était déjà vrai il y a plus d'un siècle lorsque les révolutions en France de 1830 ou de 1848 se répandirent aussi, en quelques mois sinon quelques semaines, à travers l'Europe. C'est encore plus vrai aujourd'hui.

A ceux qui lui reprochent d'avoir à la « libération » tourné le dos à la révolution possible, dans les circonstances d' alors, les tenants du

P.C.F. arguent à tout coup des menaces internationales. La révolution n'était pas possible, parait-il, à l'époque, parce que la bourgeoisie internationale, et d'abord celle des USA l'aurait immédiatement écrasée. C'est ainsi que le PCF n'aurait eu d'autre choix que de mener la politique de collaboration de classe que l'on sait et qui a abouti au résultat que l'on sait.

Ces bons épîtres oublient d'abord le pacte de Yalta par lequel Staline dès 1943 s'engageait à peser de tout le poids de la bureaucratie soviétique, qui était, comme on sait, très grand, pour empêcher la révolution en Europe Occidentale et mettre les partis communistes de cette région du monde à la remorque de leur propre bourgeoisie.

Il a oublié surtout qu'une situation révolutionnaire ne change pas seulement la situation du pays dans lequel elle se développe mais aussi celle de tous les pays qui l'entourent.

Aujourd'hui les bourgeoisies européennes, c'est évident, auraient le plus grand mal à intervenir en France, si elles la voulaient pour écraser une révolution ouvrière.

Même la bourgeoisie américaine, dont les troupes sont enlées au Vietnam, et elle-même en butte à l'agitation de ses propres étudiants

et surtout de la fraction la plus misérable et la plus exploitée de son prolétariat, les noirs, n'a pas les mains libres.

La politique du PCF n'est pourtant pas plus révolutionnaire pour cela. Bien au contraire.

Le menace de l'intervention étrangère est toujours réelle contre toute révolution. Pour les réformistes c'est aussi toujours un prétexte pour élider celle-ci.

Les Vietnamiens n'auraient jamais entamé ni poursuivi la lutte s'ils en avaient fait un critère décisif.

Les révolutionnaires n'ont pas d'autre choix — s'ils ne veulent s'incliner — que d'entamer la lutte et de la mener jusqu'au bout, avec l'espoir que l'aide du prolétariat et des révolutionnaires ne leur fera pas défaut à l'échelle internationale. C'est la pari que firent il y a 50 ans, les révolutionnaires russes, ils l'ont gagné.

Si nous, en France, étions capables de faire de même, il y a aussi toutes les chances que nous le gagnerions.

Les drapeaux rouges ou noirs, qui ont apparus à Rome, à Berlin, à Madrid et à Amsterdam en sont une première preuve.

J. MORAND.

REJOIGNEZ LES CERCLES «VOIX OUVRIÈRE»

JEUNES TRAVAILLEURS,

Les organisations qui se disent de gauche ou qui se disent ouvrières sont prêtes à brader les luttes actuelles pour s'engager sur le terrain choisi par de Gaulle : le terrain électoral.

Au lendemain des élections, nous risquons de nous retrouver dans la même situation qu'hier ou avant-hier.

Rien ne sera cependant perdu, si l'expérience que vous venez d'acquies, jointe au courage et au dynamisme dont vous avez fait preuve tous ces jours-ci, vous amènent à combattre pour la constitution en France d'un véritable PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE.

JEUNES,

Nous vous attendons, rejoignez les Cercles locaux de VOIX OUVRIÈRE